

[LE MARCHÉ DU LUNDI]

11 AVRIL 2022

ecofi Actifs pour le futur

François LETT

Directeur du département éthique et solidaire

Le dernier rapport du GIEC, toujours plus alarmant, reste ignoré

Ce 4 avril, le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a publié la troisième et dernière partie de son sixième rapport d'évaluation consacré à l'atténuation du changement climatique. 7 ans de travail ont été nécessaires aux 278 chercheurs pour effectuer la synthèse de 18 000 publications scientifiques dans un document de 3000 pages...

Après la publication du Rapport, le secrétaire général des Nations-Unies, Antonio Guterres, peu soupçonnable de radicalisme écologique s'est emporté : « Le jury a rendu son verdict et il est accablant. Ce rapport du GIEC est une litanie de promesses climatiques non tenues. C'est un dossier de la honte, qui répertorie les promesses vides qui nous mettent fermement sur la voie d'un monde invivable. »

Les émissions nettes de CO₂ (gaz à effet de serre) cumulées depuis 1850 représentent environ 4/5ème du budget carbone maximal pour respecter une hausse de 1,5°C et environ les deux tiers pour une hausse de 2°C. Elles ont augmenté de 14% depuis la signature de l'Accord de Paris en 2015, avec un record historique en 2021. Les engagements actuels placeraient le monde sur une trajectoire de 3,2°C en 2100.

Le GIEC estime désormais que, pour avoir une chance de limiter le dérèglement à 1,5°C en 2100, il faut atteindre un plafond d'émissions de gaz à effet de serre (GES) en 2025, avant de les réduire de 43% d'ici 2030, puis parvenir à la neutralité carbone en 2050. Ce scénario implique de faire baisser les consommations de charbon, de pétrole et de gaz de respectivement 95%, 60% et 45% en 2050 par rapport à 2019.

Des réductions rapides, drastiques et dans la plupart des cas immédiates des émissions de GES sont en conséquence suggérées dans tous les secteurs.

• **Dans l'énergie**, le recours accru au solaire et à l'éolien est fondamental : 63% de l'électricité est toujours produite à partir de sources fossiles. Ces deux technologies sont désormais économiquement rentables grâce à la forte baisse des coûts de production depuis 2010 (-85% pour le solaire, -55% pour l'éolien).

• **Pour l'industrie**, qui représente 25% des émissions de GES, il est nécessaire d'adopter des processus de production modernisés s'appuyant sur de nouveaux combustibles comme l'électrification, le gaz naturel à la place du charbon, la bioénergie ou l'hydrogène.

• **Les bâtiments** existants et futurs, doivent bénéficier selon le GIEC de politiques d'efficacité énergétique favorisées par le durcissement des standards réglementaires de performance énergétique.

• En ce qui concerne le **secteur des transports**, le GIEC estime impératif d'augmenter l'utilisation des véhicules utilitaires légers, des poids lourds plus économes en carburant, des transports publics et du vélo ainsi que d'améliorer l'efficacité énergétique dans l'aviation et le transport maritime.

• **L'agriculture et la sylviculture** peuvent permettre de réduire les émissions de GES à grande échelle, sans pouvoir cependant compenser entièrement les émissions des autres secteurs. Le potentiel le plus important est constitué par la conservation, l'amélioration de la gestion et de la restauration des forêts, plus particulièrement par la réduction de la déforestation dans les régions tropicales.

Le GIEC souligne également qu'à elle seule, la modification des habitudes de consommation (atténuation de la demande) par des changements dans l'utilisation des infrastructures, l'adoption de nouvelles technologies et les transformations socioculturelles et comportementales peut réduire les émissions mondiales de GES de 40 à 70% d'ici à 2050 tout en demeurant compatible avec l'amélioration du bien-être. Essentiellement par l'adoption de régimes alimentaires sains et durables, la réduction des déchets alimentaires, l'adaptation du chauffage et de la climatisation, le passage à la marche à pied, au vélo et au transport collectif et par l'utilisation de produits réparables à plus longue durée de vie.

Néanmoins, les efforts financiers actuels sont très inférieurs aux niveaux nécessaires pour atteindre les objectifs d'atténuation dans tous les secteurs et toutes les régions, rendant indispensable l'accélération de la coopération financière internationale.

Document non contractuel. Le présent document contient des éléments d'information, des opinions et des données chiffrées qu'Ecofi considère comme exacts ou fondés au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, financier ou boursier du moment. Il est produit à titre d'information uniquement et ne constitue pas une recommandation d'investissement personnalisée.

#ISR

“

CE SCÉNARIO IMPLIQUE DE FAIRE BAISSER LES CONSOMMATIONS DE CHARBON, DE PÉTROLE ET DE GAZ DE RESPECTIVEMENT 95%, 60% ET 45% EN 2050 PAR RAPPORT À 2019.

”

[WEBINAIRE]

ET + ENCORE

Les gérants face à la guerre en Ukraine

Olivier Guillou,
directeur de la gestion,
était aux côtés de
Sycomore et de CPR AM
au Club de la
finance durable.

VOIR LE REPLAY >>>